



Certains élus de droite ne voudraient accorder le statut S qu'aux réfugiés originaires de l'est de l'Ukraine. KEYSTONE

Un statut qui interroge

GUERRE EN UKRAINE Karin Keller-Sutter loue les vertus du statut S accordé aux Ukrainiens. Malgré tout, l'unité suisse semble se fissurer.

PAR XAVIER LAMBIEL

La ministre de la Justice Karin Keller-Sutter répète plusieurs fois: «Pour ces gens, c'est la guerre!» Moins de trois mois après les premières frappes russes, la Suisse accorde sa protection à plus de 50 000 réfugiés ukrainiens. Pour la conseillère fédérale, «si nous avons pu accueillir autant de gens en si peu de temps, c'est grâce au statut S».



Il n'y a pas de zones sûres en Ukraine.

KARINE KELLER-SUTTER

Elaboré en 1999 au moment de la guerre du Kosovo, ce statut n'avait encore jamais été utilisé. Pour Karin Keller-Sutter, «il a permis d'éviter la congestion des centres fédéraux» où les requérants peuvent déposer leur demande d'asile. Elle insiste: «Cette situation est entièrement nouvelle pour tout le monde».

Situation «sous contrôle»

Occupée à dresser un bilan plutôt positif des trois premiers mois de l'accueil des réfugiés qui fuient la guerre en Ukraine, la Saint-Galloise estime que «la situation est sous contrôle». Mais elle rappelle qu'une centaine de fonctionnaires de l'Administration fédérale assistent les employés du Secrétariat d'Etat aux migrations.

Ce dispositif reste provisoire: «A terme, il nous faudra du personnel et des ressources. Nous entrons dans une nouvelle phase de la guerre et personne ne peut dire combien de temps elle va durer».

Prudente, elle refuse de promettre une réforme du système: «Jusqu'ici, tous les projets ont échoué parce que la gauche veut plus de générosité et la droite plus de fermeté».

L'unité suisse se fissure

Sur le sujet, l'unité suisse se fissure. A partir du mois de juin, les réfugiés ukrainiens ne pourront plus voyager gratuitement dans tout le pays. Depuis quelques jours, des élus cantonaux s'inquiètent des coûts de l'accueil des Ukrainiens, estimés à des montants qui varient entre 1,2 et 2 milliards de francs pour 2022.

La conseillère nationale Martina Bircher (UDC, AG) soutient qu'il faudra «réfléchir à limiter le statut de protection S au niveau régional» et «ne l'accorder qu'aux réfugiés originaires de l'est» de l'Ukraine. Vice-président du PLR, Andrea Caroni partage cette position contre l'avis de son parti. Selon lui, ce statut devrait être dynamique: «Il faudrait vérifier périodiquement quelles sont les personnes qui y ont droit.» Pour Karin Keller-Sutter, «réserver le statut S aux gens de l'est de l'Ukraine n'est pas une option». Elle soupire: «Je vois où tombent les bombes et ce n'est pas seulement dans l'est, même si c'est là où ont lieu les combats les plus intenses en ce moment. Selon notre Service de renseignement, il n'y a pas de zones sûres en Ukraine, et les autres pays disent la même chose.»

A l'argument de la sécurité, elle ajoute celui du droit: «Les Ukrainiens peuvent voyager librement dans l'espace Schengen sans visa. Il n'est pas imaginable de les refouler après 90 jours». Pour elle, les Ukrainiens doivent pouvoir retourner dans leur pays pour mesurer la situation et voir leur

Une après-midi pour découvrir la culture ukrainienne

Le Comité de solidarité avec le peuple ukrainien et les opposants russes à la guerre organise aujourd'hui samedi à Lausanne une après-midi culturelle ukrainienne ouverte au public. L'événement débutera à la mi-journée à la Fraternité au centre-ville par un repas ukrainien. Il se poursuivra par différentes interventions portant sur la solidarité avec l'Ukraine, une présentation en ukrainien de la société suisse, une conférence sur la littérature ukrainienne. La chanteuse Kateryna Kalynina se produira également. Activités pour les enfants et stand de livres sont aussi au programme. **ATS**

famille, «mais s'ils restent trop longtemps, le statut leur sera retiré». La ministre de la Justice a formé un groupe d'experts qui sera chargé d'évaluer l'application du statut spécial, et les problèmes qu'il pose.

Difficultés des cantons

La moitié des réfugiés ukrainiens sont hébergés chez des particuliers, soit 25 000 personnes. Pour Nathalie Barthoulot, présidente de la Conférence des directeurs cantonaux des Affaires sociales, «cet élan de solidarité nous a beaucoup aidés, mais il pose des difficultés d'organisation que nous avions sous-estimées». La Jurassienne admet des problèmes de communication et de coordination: «Tout ne s'est pas toujours parfaitement déroulé et des cantons ont été mis sous pression parce que nous n'avons pas pu respecter les clés de répartition.» Selon la socialiste, le prochain défi consistera à proposer des perspectives d'avenir aux Ukrainiens: «Pour qu'ils s'intègrent à notre société, les adultes doivent accéder rapidement au marché du travail, et les plus jeunes doivent apprendre la langue et acquérir des compétences professionnelles.»



Cette crise doit nous interroger sur notre système d'asile.

NATHALIE BARTHOULOT
PRÉSIDENTE DE LA CONFÉRENCE DES
DIRECTEURS DES AFFAIRES SOCIALES

Jusqu'ici, 12 000 enfants ukrainiens doivent être scolarisés. Pour encourager l'apprentissage linguistique, la Confédération attribue 3000 francs aux cantons pour chaque réfugié bénéficiant du statut S. Cet été, ce sont 10 000 Ukrainiens et plus de 1500 requérants d'autres nationalités qui devraient demander asile à la Suisse chaque mois.

Nathalie Barthoulot rappelle que l'aide sociale diffère selon les cantons. Pour la socialiste, il sera compliqué de proposer à tous ces gens, «parfois traumatisés», un encadrement à la fois adapté et égalitaire: «Il y a des questions que nous ne nous étions encore jamais posées pour les autres populations de réfugiés et cette crise doit nous interroger sur notre système d'asile.»

EN BREF

TRAVAIL

Trois patrons sur quatre peinent au recrutement

Les trois quarts des entreprises suisses

rencontrent des difficultés à trouver du personnel qualifié, ce qui constitue un risque pour la croissance. En Suisse, tous les secteurs recrutent, mais les perspectives profitent surtout aux employés de l'hôtellerie, de la restauration et de l'informatique, indique dans son enquête trimestrielle sur les perspectives d'emploi le géant du placement temporaire Manpower. **ATS**

CLIMAT

Chaud jusqu'à lundi soir



Avec 31,8 degrés mesurés vendredi après-midi, Delémont enregistre un nouveau record absolu pour un mois de mai. Mais il a fait plus chaud ailleurs, comme à Coire avec 33,6 degrés. La barre des 30 degrés a été largement franchie en plusieurs endroits: à Sion, on a mesuré 32,7 degrés, à Bâle 33,3 et à Genève 31 degrés. A Lugano, MétéoSuisse n'a mesuré «que» 27,5 degrés. A La Chaux-de-Fonds, à 1000 mètres d'altitude, il a fait 27 degrés. La Suisse conservera des températures estivales jusqu'à dimanche. La chaleur prendra fin entre lundi soir et mardi avec le passage d'un front froid. Des pluies bienvenues se poursuivront jusqu'à mercredi. La photo (KEYSTONE) a été prise vendredi au Walensee (SG). **ATS**

Nouvelle orthographe toujours combattue

GENÈVE

La majorité de droite du Grand Conseil genevois refuse que les manuels scolaires soient modifiés selon les règles de l'orthographe rectifiée. Certains craignent qu'elle ne débouche sur un appauvrissement de la pensée. Insatisfaite d'une réponse du Conseil d'Etat à une motion demandant de surseoir à cette réforme, la majorité la retourne à l'expéditeur.

La Conférence latine des directeurs de l'instruction publique (CIIP) veut introduire dans les écoles de Suisse romande dès 2023 de nouveaux manuels de français intégrant les règles de l'orthographe rectifiée. Le Syndicat des enseignants romands a salué la décision de

la CIIP. Les sections romandes PLR sont pour leur part montées au créneau. Selon elles, «il n'est pas admissible de voir une entité échappant à tout contrôle démocratique (la CIIP) définir les règles de la langue française».

Approuvée par l'Académie française

La nouvelle orthographe, ou orthographe rectifiée, a été approuvée en 1990 par l'Académie française. Le but est de simplifier l'écriture des mots, d'uniformiser certaines règles et d'éliminer certaines anomalies. Quelque 2000 mots du lexique français sont concernés. Ancienne et nouvelle orthographe sont toutes deux encore acceptées. **ATS**

UN ENVIRONNEMENT SAIN, UN DROIT FONDAMENTAL?

CONSTITUTION

Cinq élus, issus de tous les partis sauf de l'UDC, avaient déposé cinq initiatives parlementaires identiques, demandant d'inscrire le droit à un environnement sain dans la charte fédérale. Selon ces députés, chaque citoyen devrait pouvoir faire valoir ce droit fondamental devant les tribunaux. La nature devrait quant à elle bénéficier, du moins en partie, du statut de sujet de droit. La commission des affaires juridiques du National a rejeté hier, par 14 voix contre 11, ces initiatives. La notion d'«environnement sain» et le terme «nature» sont trop vagues, critique la commission. Une minorité juge, elle, que ces questions de fond doivent être abordées et propose d'adopter les initiatives. **ATS**